

Au Pérou, la famille peut-elle remplacer l'État ?

Marguerite Bey *, Jean-Marc Gastellu ** et Évelyne Mesclier ***

Conquista

Les premières chroniques coloniales ont forgé une solide réputation de collectivisme à la communauté andine. Cependant, depuis la conquête, les populations andines, auparavant réparties en *ayllus*, que l'on suppose constitués sur les liens du sang, ont été spoliées de leurs territoires, et l'organisation agraire, fondée sur la mise en valeur de plusieurs étages écologiques, a perdu sa dimension communautaire. Après de multiples péripéties, à partir des années soixante, une réforme agraire consacre de nouveau le contrôle sur les terres des communautés andines qui se sont alors recomposées en incluant, selon les lieux, des populations d'origine européenne, asiatique et orientale, bien loin de l'*ayllu* ¹ primitif. La communauté paysanne, qu'on pourrait définir comme un ensemble de familles appartenant à une institution qui contrôle un territoire délimité, jouit encore de nos jours de cette réputation de collectivisme.

Cependant, la majorité de la population péruvienne est désormais urbaine. Elle se concentre dans des villes grandes et moyennes, et principalement à Lima, la capitale. Comme dans bien d'autres pays, les migrations des populations rurales sont à l'origine de ces changements. Vers 1940, Lima comptait environ 600 000 habitants ; aujourd'hui, leur nombre est multiplié par dix ². 42,6 % des logements de la capitale sont des habitations précaires dans des bidonvilles qui abritent 47 % de la population [Soto, 1986 : 14], auxquelles nous pouvons ajouter les logements paupérisés du centre historique. Notons que la majeure partie des populations

* Sociologue, CECOD-IEDES (162, rue Saint-Charles, 75740 Paris cedex 15).

** Économiste, Laboratoire d'études agraires, ORSTOM (BP 5045, 34032 Montpellier cedex 1).

*** Géographe, ORSTOM-IFEA (Casilla 18 - 1217, Lima 18, Pérou).

1. Parmi les ouvrages qui rappellent que la communauté actuelle n'est pas une organisation préhispanique, voir *Reproducción y transformación de las sociedades andinas, siglos XVI-XX*, Abya-Yala et MLAL, Quito, 1991, auquel ont collaboré les chercheurs des pays andins, américains et européens. Le thème de la disparition, du maintien ou de la transformation de l'institution communale est par ailleurs objet d'un débat intense parmi les chercheurs péruviens et étrangers, à travers des revues comme *Debate agrario* et *Revista andina* en particulier.

2. En 1940, le Pérou comptait 65 % de ruraux ; en 1961, urbains et ruraux tendent à s'équilibrer, avec 52,6 % pour ces derniers ; en 1981, la population urbaine devient amplement majoritaire, regroupant les deux tiers de la population nationale (précisons que le recensement de population de 1981 définissait les centres urbains sur la base de « localités de plus de 100 maisons »). Dans cette même période, Lima en vient à abriter jusqu'à 26 % de la population nationale, le tiers aujourd'hui, avec près de 7 millions d'habitants [Recensements nationaux : 1940, 1961, 1981, 1993, Lima, INE].

migrantes est installée à Lima depuis moins de vingt ans. Au cours de la dernière décennie, ce phénomène s'est accéléré avec la montée de la violence dans les campagnes. La présence quasiment majoritaire de résidents pauvres d'origine rurale a changé le visage de la capitale ³.

Le Pérou vient de connaître une crise d'une extrême gravité. Les origines en sont anciennes, comme en témoignent six plans de stabilisation adoptés entre 1975 et 1985. Une phase de relance de la demande par la création d'emplois, en 1985 et 1986, débouche sur une stagflation prolongée, de 1987 à 1990, sous la présidence d'A. García. La crise économique s'est doublée d'une violence terroriste. L'élection d'un nouveau président, en juin 1990, a permis le retour à une politique orthodoxe et le début d'un plan d'une particulière dureté, surnommé le « Fujichoc ». Si l'hyperinflation était arrêtée, la récession maintenait un taux de chômage élevé en 1991. Cette période de crise a été l'occasion d'évaluer les formes de décomposition et de recomposition des solidarités communautaires et familiales au Pérou.

Notre évaluation se fonde sur des études de cas, menées à des périodes différentes par des chercheurs qui relèvent de plusieurs disciplines : sociologie, géographie, économie. Une première série de recherches, en 1986 et 1989, portait sur les relations entre la vallée du Cañete, au sud de Lima, et la capitale, avec pour objectifs les stratégies familiales de reproduction dans les communautés paysannes [Bey, 1994] et les associations d'originaires en milieu urbain [Bey, 1995]. De 1988 à 1990, d'autres travaux ont été conduits sur trois communautés des environs de Cuzco, dans le sud du pays, avec un intérêt marqué pour les transformations de l'espace paysan [Mesclier, 1991, 1993]. Enfin, les activités informelles des districts périphériques de Lima ont été l'objet d'une enquête en 1990-1991 [Gastellu, 1994, 1996].

La généralisation d'expériences aussi diverses paraît difficile. Cependant, il nous a paru opportun de rapprocher nos observations, de nous demander si la crise économique n'était pas le moment où l'on voyait s'accélérer la décomposition des solidarités fondées sur le territoire dans les Andes, s'affirmer de nouvelles solidarités à Lima, qui prennent appui dans les familles. Le désengagement de l'État y était pour beaucoup. Si les familles ont supporté tout le poids de la crise, elles se sont trouvées démunies quand un nouveau fléau s'est abattu sur le pays.

Dans les Andes : au-delà du territoire, les familles ?

La solidarité des membres d'une communauté paysanne dans les Andes est un thème récurrent au Pérou. Or de nombreux indices permettent de supposer que cette solidarité relève plus du mythe que des faits observés. La crise de 1987 à 1990 n'a fait qu'accentuer les faiblesses d'une institution qui trouve ses limites autant dans la démarcation d'un territoire que dans la différenciation en plusieurs groupes sociaux. La famille se révèle alors le noyau stable d'organisation de ces sociétés paysannes.

3. Un musicien d'Ayacucho évoquait ces changements en rappelant que, dans les années cinquante, il était interdit de jouer de la musique andine à Lima. Aujourd'hui, celle-ci envahit avec succès jusqu'au théâtre municipal, emblème de la culture *criolla*.

Solidarité communale et solidarités familiales

La solidarité communale transparaît dans la gestion des terres et de l'irrigation ainsi que dans l'organisation du travail. Si, parfois, elle se renforce avec la création d'entreprises et l'acquisition collective d'instruments de production, elle tend, de façon générale, à s'effriter depuis la reconnaissance officielle des communautés paysannes en 1969. La famille restreinte se trouve au centre de l'organisation des travaux agricoles.

La gestion des terres et de l'irrigation dans les Andes diverge selon la situation géographique des communautés, leur origine et les spéculations qui y sont pratiquées ; les modalités n'en sont pas identiques dans les deux zones retenues. Cependant, les productions destinées à un marché dynamique incitent à un contrôle étroit des familles sur les ressources.

Dans la région de Cuzco, une partie des parcelles est répartie après la jachère et certaines des terres sont cultivées de manière collective. Les travaux d'entretien des infrastructures (en particulier des canaux d'irrigation) sont réalisés en commun. Les travaux des champs s'effectuent en groupes de travail composés de membres de la communauté qui ne font pas partie de la famille restreinte. Ces modalités ont été adoptées sur des terres reprises aux grands propriétaires terriens après la réforme agraire de 1969. Dans un des cas étudiés, les terres récupérées à ce moment ont été destinées à un usage collectif. Répartition périodique de certaines terres et travail en commun existent par ailleurs dans des communautés qui disposent de façon plus ancienne de leurs propres terres à côté de celles des petits et moyens propriétaires.

Dans le Cañete, des processus d'individualisation, voire de privatisation des terrains agricoles sont engagés depuis plusieurs décennies. On observe que les communautés de création récente, résultant généralement de la scission d'une ancienne communauté occupant plusieurs étages écologiques, tendent à répartir les terres sous forme individuelle et permanente (c'est le cas de communautés basées sur une agriculture irriguée ou exclusivement sur l'élevage extensif). L'institution communale est alors préservée car elle apporte une couverture légale qui garantit la possession du territoire et ouvre des possibilités de crédits et d'appuis divers. En revanche, le contrôle des travaux liés à l'irrigation, de l'usage et de la répartition de l'eau se trouve entre les mains de l'association d'usagers, dont le pouvoir tend à surpasser celui de l'assemblée générale de la communauté.

Dans la même vallée, la réforme a peu bénéficié aux communautés. Cependant, celles qui ont pu récupérer quelques terres sur les anciennes haciendas d'élevage y ont implanté des fermes collectives. Dans la région de Cuzco, le démantèlement des coopératives de réforme agraire, voulu et impulsé par les paysans, s'accompagne, dans certains cas, de la création d'entreprises communales qui reçoivent l'appui des institutions publiques de développement. À la fin des années quatre-vingt, on constate que les entreprises communales constituées après le démembrement des coopératives de production ont été dans la plupart des cas dissoutes.

Dans le Cañete et le Cuzco, les travaux agricoles sont organisés au sein de la famille restreinte et seuls les travaux d'intérêt général (réfection de chemins et de canaux d'irrigation, construction de bâtiments communaux, lutte contre les plantes et animaux nuisibles, etc.) sont effectués collectivement par la communauté. Soulignons cependant que la participation à ces travaux diminue depuis

des décennies ⁴ et que de nombreux *comuneros* (membres des communautés) ont recours à des salariés pour les remplacer. Dans le Cañete, la proximité de mines et du marché liménien, à laquelle s'ajoute, plus récemment, la scolarisation des enfants, a très tôt favorisé une pluri-activité au sein des familles paysannes (salaariat, commerce, artisanat) qui se traduit, sur le plan agricole, par des pratiques diversifiées et une moindre disponibilité en main-d'œuvre.

Il arrive également que les modalités de la culture collective et de la répartition des parcelles soient en cours d'abandon dans des communautés qui avaient gardé le contrôle d'une partie des terres, ce qui peut être accentué par des changements dans les systèmes de production [Morlon *et alii*, 1992] : quand sont produites des cultures maraîchères pour la ville proche, les paysans investissent plus volontiers temps et intrants sur les parcelles irriguées individuelles que sur celles à jachère collectives. Dans le Cañete, cette tendance a conduit à une totale modification des systèmes de production, entraînant la disparition progressive des jachères, voire l'abandon de parcelles pluviales, un plus grand recours aux fertilisants, des difficultés de coordination dans la distribution des tours d'irrigation et une plus forte dépendance des familles par rapport aux aliments achetés.

Dans les environs de Cuzco, l'échange de travail tend à diminuer chez les jeunes générations. Plus souvent absents, souvent étudiants ou commerçants en même temps qu'agriculteurs, les jeunes ne sont pas là pour participer aux travaux et doivent donc utiliser de la main-d'œuvre rémunérée. La tendance est cependant moins forte lorsque les paysans sont tous d'anciens *peones* (travailleurs) des haciendas que dans les communautés qui ont intégré des petits propriétaires. Elle est apparemment plus forte quand se pratiquent des cultures commerciales exigeantes en travail, comme les cultures maraîchères. Il faut noter que les jeunes paysans, comme les petits propriétaires et les notables villageois, rémunèrent également de la main-d'œuvre pour effectuer à leur place les travaux communautaires : l'intérêt collectif se maintient donc, puisque ces personnes répondent pour leur part de travail communal.

Des éléments nouveaux sont apparus au cours de la dernière décennie. Le manque de ressources des individus et la pression d'institutions extérieures ont conduit certaines communautés du Cuzco à acquérir des machines agricoles de façon collective. Des tracteurs ont été parfois donnés par le gouvernement central, avec des objectifs électoraux, ou bien encore des institutions de développement ont aidé à en financer l'achat. Ce phénomène ne peut être observé dans le Cañete à cause de la petite taille des parcelles et de leur disposition mais, d'une manière générale, les appuis extérieurs sont fournis à la condition qu'ils bénéficient à la collectivité.

L'exacerbation des difficultés

La crise de 1987 à 1991 a amené un renversement de perspective. La différence avec l'époque antérieure, où il y eut des périodes de libéralisme économique, comme entre 1980 et 1985, n'est peut-être pas tant dans les faits matériels

4. Le Livre d'actes de la communauté de Tomas (vallée du Cañete) enregistre des réclamations dans ce sens depuis les années quarante.

que dans les idées : l'initiative individuelle est encouragée. Le livre d'H. de Soto, *El otro sendero*, qui décrit l'activité des petits entrepreneurs du secteur informel, devient un *best-seller*. La privatisation de la terre est annoncée comme un progrès qui permettra aux paysans d'innover. Il faut rappeler que les paysanneries andines, dans des régions proches de Lima comme dans celle de Cuzco, sont largement au fait des discours libéraux, par la radio, mais aussi par la télévision, dont l'écoute augmente dans les campagnes. Dans le discours dominant, sinon dans celui de certains secteurs sociogéographiques de la société, l'éloge de la communauté collectiviste fait place à celui des petits entrepreneurs individuels. Le contexte idéologique paraît donc favorable à une accentuation de l'abandon des solidarités collectives dans les campagnes, autres que celles qui restent, faute de mieux, indispensables (par exemple, l'institution communale comme couverture juridique et l'irrigation coordonnée là où l'eau est peu abondante). On commence d'ailleurs à parler de la disparition des communautés paysannes [del Castillo, 1992]. Cependant, au même moment, le retour à l'orthodoxie libérale met dans une situation délicate de nombreuses familles paysannes.

Dans les périodes de forte instabilité des prix et alors que les subventions commencent à disparaître, ce qui représente un changement brutal par rapport aux années 1985-1990, les familles d'exploitants se retrouvent dans une situation particulièrement difficile. Dans les campagnes, l'État se désengage en l'espace de deux ans : la Banque agraire, qui existait depuis les années trente sous divers noms et formes, disparaît ; ENCI, l'entreprise de commercialisation, qui vendait des intrants subventionnés et acheta certaines années une partie de la production, ne répond plus aux demandes.

Ajoutées aux effets de l'hyperinflation, qui coïncident également, dans la région de Cuzco, avec la disparition de la plus grande institution de coopération internationale, ces dispositions rendent difficile l'achat d'engrais chimiques, de pesticides, de semences. Or la « révolution verte » a été largement adoptée en l'espace de quelques décennies. Cette diminution brutale des intrants a des conséquences à court terme sur la productivité de la terre, car les variétés hybrides introduites exigent un renouvellement fréquent des semences, l'intensification des cultures rend nécessaire l'épandage des engrais, l'absence de jachère favorise la multiplication des mauvaises herbes, qu'on élimine avec des herbicides. Enfin, l'usage peu contrôlé des engrais minéraux solubles favoriserait à terme une plus grande sensibilité des plantes aux parasites [Hibon, 1981], ce qui pourrait expliquer la prolifération de ces derniers dans les régions étudiées. Les rendements de l'agriculture paysanne sont ainsi menacés⁵.

De même, il devient difficile d'acheter de l'essence, dont le prix relatif augmente, ou des pièces de rechange pour faire fonctionner les machines agricoles. Le prix de la main-d'œuvre croît également par rapport à la valeur marchande des produits : un salaire journalier équivaut à deux kilos de pommes de terre en

5. Début 1989, il faut vendre environ 50 kilos de pommes de terre (*blanca*) pour acheter les quantités de nitrate, phosphate et potasse généralement utilisées sur une parcelle paysanne. À partir de juin 1989 et jusqu'à la veille du Fujichoc, avec l'hyperinflation et la baisse des subventions, cette quantité oscille entre 100 et 800 kilos. Avec le Fujichoc, cette quantité se stabilise à environ 400 kilos, mais les paysans ont souvent déjà vendu leur production en juin ou juillet, à des prix inférieurs aux prix post-« choc » (données : ENCI et entretiens).

août 1989 et à quatre kilos en juillet 1990, dans la région de Cuzco. Les gains de la vente de la récolte sont en outre menacés par l'inflation, ce qui oblige à des achats immédiats, quitte à se retrouver sans liquidités dans les mois qui suivent. L'effet de surprise du Fujichoc entraîne la dévaluation de l'argent tiré des récoltes de maïs, pommes de terre et céréales qui ont été effectuées dans les semaines précédentes.

L'inflation, le renchérissement du coût de la vie et la variabilité croissante du prix relatif de leurs produits limitent également l'accès des agriculteurs et de leurs enfants à l'espace régional. La hausse du coût des transports par rapport aux prix aux producteurs diminue les voyages en ville pour des paysans qui avaient pris l'habitude de se rendre chaque semaine dans la capitale régionale. À l'inverse, le phénomène de retour des étudiants sur les terres d'origine semble accentué par la crise. Sur un échantillon de 72 chefs d'exploitation rencontrés dans trois communautés des environs de Cuzco, 28 au total sont revenus au cours de leur vie de migrations de longue durée, dont 12 dans les cinq dernières années, et, dans 5 cas, du fait de la hausse du prix des loyers urbains. Dans les communautés du Cañete, on ne peut appréhender ces retours uniquement par une approche économique. La guérilla du Sentier lumineux dans cette contrée a non seulement empêché les retours de résidents en ville, mais elle a obligé certains paysans à fuir les campagnes pour une durée indéterminée, confiant, si possible, leurs animaux à des proches.

C'est, en résumé, à un ensemble de difficultés, encore aggravées par une sécheresse, que sont confrontés les paysans au cours des campagnes 1989-90 et 1990-91. Dans les zones rurales, ces difficultés diffèrent cependant de celles rencontrées par les citadins, car la production est assez diversifiée pour que l'alimentation de la famille soit assurée. Il semble cependant que la vente de grandes quantités de produits pour obtenir des revenus monétaires ait parfois menacé l'équilibre alimentaire familial. La consommation de certains aliments non produits, comme le sucre, avait diminué dans des proportions considérables selon les personnes interrogées.

Les nouvelles dimensions de la solidarité

Les réponses à ces difficultés sont, dans certains cas, la preuve que les solidarités territoriales peuvent être réactivées. Cependant, d'autres solidarités sont également mises en jeu, pas nécessairement par les mêmes secteurs de la communauté paysanne.

Pour la production agricole sur le territoire communal, les solidarités restent importantes ou tendent à le redevenir. Faute d'argent et de tracteur, on reprend l'entraide, alors que la tendance semblait aller vers une plus grande monétarisation du travail. Dans la communauté de la région de Cuzco dont les membres sont d'anciens *peones* d'haciendas, l'entreprise communale apparaît comme une planche de salut, grâce à ses réserves d'argent et d'intrants. L'entreprise se charge d'une expédition de commercialisation à plusieurs centaines de kilomètres pour obtenir de meilleurs prix et achète des dollars pour tenter de lutter contre l'inflation et la menace d'ajustement structurel au début d'août 1990. Dans une autre des communautés du Cuzco, de jeunes universitaires reprennent la direction de l'entreprise communale pour remettre en culture les terres collectives, en utilisant

également les machines agricoles de la communauté. Ces jeunes universitaires, avec l'espoir d'ajouter de la valeur à leur production, mais aussi de se lancer dans la transformation de produits importés, installent un moulin et un four électrique pour faire du pain. L'institution communale est, aux yeux de la Banque agraire, qui existe encore à cette date et finance cette installation, une garantie de remboursement. Les conflits sont cependant si intenses entre ces jeunes et d'autres groupes de *comuneros* que leur dirigeant est finalement mis en accusation et poursuivi, après avoir sans doute commis des malversations. Dans cette deuxième communauté, les solidarités sont davantage mises en œuvre par un groupe déterminé que par l'ensemble du village : c'est à cette échelle qu'existent des intérêts communs et des responsabilités.

On observe la même dynamique dans le cas des communautés du Cañete qui ont installé des entreprises communales. La nécessité de recourir à des appuis extra-communaux pour mettre leurs projets en application renforce le pouvoir de groupes dominants (éléments diplômés, catégories économiques aisées). Il se forme donc souvent des rivalités de groupes dont l'enjeu demeure le contrôle des ressources collectives, tandis que la communauté cherche à renvoyer une image d'égalité et de progrès à ses bailleurs de fonds.

Dans la troisième communauté étudiée dans le Cuzco, aucune mesure ne semble avoir été prise pour lutter contre les effets de la crise. Il est symptomatique que deux tracteurs soient en panne depuis des mois sans que personne ne les remette en état. Des groupes sont cependant formés par certains jeunes paysans pour commercialiser leurs produits dans des conditions plus avantageuses en ville. Quant aux petits et moyens propriétaires terriens qui ont intégré cette communauté après la réforme agraire, ils pensent également se regrouper pour les mêmes motifs, mais à l'échelle de la province. Cette société de propriétaires existait en effet avant la réforme aux niveaux provincial et régional, où les propriétaires ont noué des liens sociaux. Par ailleurs, les notables font jouer des relations de parenté ou de clientélisme avec la petite bourgeoisie de fonctionnaires et de « professionnels ⁶ » de la capitale régionale, pour obtenir, par exemple, des semences auprès du ministère de l'Agriculture.

Pour les activités non agricoles, les solidarités communales sont très réduites, aussi bien dans le Cañete que dans le Cuzco. Ces activités se réalisent de moins en moins sur le territoire villageois. L'inflation et les fluctuations de la demande du fait de la variabilité des prix ont affecté le petit commerce d'alimentation, sauf dans le cas de notables qui disposent d'un capital suffisant pour supporter un ralentissement provisoire des ventes et d'une clientèle captive de petits débiteurs et compères. Les paysans qui exercent une activité secondaire d'artisan pour la demande locale ont eu moins de clients pendant la crise qu'auparavant. Le commerce de bétail est devenu moins fréquent au cours de cette période : les moins aisés ont dû y renoncer faute de capitaux plus que par peur du terrorisme ou du banditisme.

Hors du territoire communal, au Cuzco, les occasions de trouver un emploi provisoire en ville ont diminué, et les paysans des communautés étudiées n'ont que très peu gardé l'habitude de s'employer dans les terres chaudes du versant

6. Diplômés de l'université.

amazonien, à la récolte du café ou de la coca, après la réforme agraire. Plusieurs personnes ont donc essayé de se lancer dans des activités de transport ou de petit commerce de produits agricoles ou de biens de contrebande. Chacun joue alors plus volontiers sur des relations familiales étendues, pour son logement en particulier, lorsque l'activité de commerce ambulante le rend nécessaire. Par ailleurs, les personnes qui se regroupent pour réaliser ces activités appartiennent généralement à une famille restreinte.

L'hétérogénéité des caractéristiques socioéconomiques des familles et des exploitations constitue apparemment une première limite au fonctionnement de solidarités communales. Dans les zones les plus hétérogènes, du point de vue de l'origine sociale des exploitants, de la superficie des terres cultivées et de l'accès à l'éducation, facteurs qui sont par ailleurs liés entre eux, aucune des actions observées pour répondre à la crise n'englobe l'ensemble de la communauté. Au contraire, dans la seule communauté dont tous les membres sont d'anciens *peones* d'haciendas qui se sont répartis en lots d'égale superficie le territoire acquis au cours du processus de réforme agraire, l'entreprise communale a apparemment fait bénéficier l'ensemble de ses membres des mesures prises. Les intérêts partagés sont à l'évidence assez forts pour permettre de tels phénomènes. Il faut toutefois souligner que, dans ce cas, les jeunes universitaires, encore rares puisque l'accès à l'éducation est très récent, essaient d'être indépendants des systèmes d'échange de travail et des travaux collectifs et que certains d'entre eux sont vus éventuellement comme des éléments perturbateurs, de la même manière que dans le Cañete.

Hors du territoire communal, les activités exercées par les uns et les autres dépendent d'avantages comparatifs : avoir pu acheter un camion, avoir pu nouer des contacts dans d'autres villes que la capitale régionale ou avoir de la famille à tel ou tel endroit. Il s'agit d'autres espaces, dans lesquels les membres d'une communauté paysanne n'ont souvent aucun intérêt commun ⁷. Or ce sont ces espaces qui sont en train de se développer, dans la mesure où l'agriculture permet en général tout juste de vivre, mais sans répondre aux ambitions financières et de reconnaissance sociale de jeunes dotés d'un certain niveau d'instruction et auxquels la télévision fournit des modèles culturels qui leur seront inaccessibles s'ils restent « paysans ».

C'est ici la famille étendue qui intervient. Actuellement, cette intervention est facilitée par la grande dispersion géographique des membres de la plupart des familles, à l'intérieur de la région, du pays et même à l'étranger. C'est une forme d'organisation des solidarités plus proche de l'*ayllu* primitif qui contrôlait des territoires en archipel que de la communauté territorialement fixée. Finalement, on peut remarquer que cette solidarité familiale n'est d'aucun poids dans le dialogue politique, alors que des organisations formelles, réunissant plus de membres se feraient davantage entendre.

7. Il est toujours question ici des membres dont la résidence principale est sur le territoire de la communauté. On a pu constater que des liens subsistent entre ceux-ci et les personnes parties vivre en ville et que ces personnes apportent éventuellement une participation à la fête annuelle ou à la réfection de l'église. Cependant, aucune activité spécifique n'est apparemment menée au niveau de l'ensemble de la collectivité par les personnes restées sur place et celles qui vivent en ville.

À Lima : les familles dans de nouvelles solidarités

À Lima, les lieux de résidence et les activités professionnelles permettent de cerner l'environnement des migrants d'origine rurale et de comprendre leurs activités sociales, en particulier dans le cadre des clubs provinciaux. Quand la crise s'est accélérée, entre 1987 et 1990, la famille est apparue comme la seule institution qui faisait face à la récession dans les districts défavorisés. Organisée comme un noyau d'activités économiques, immergée dans les secteurs informels, elle s'est substituée à la fois à l'entreprise et à l'État.

Des solidarités face au défi liménien

Jusqu'aux années soixante, la pauvreté rurale et l'injustice sociale ont jeté les paysans sur les routes. Pourtant, l'accueil des migrants à Lima fut plutôt hostile. Seule l'initiative des nouveaux arrivants pouvait surmonter des conditions défavorables, en reproduisant en ville les méthodes et pratiques employées en milieu rural : occupation de terrains, édification collective de quelques logements précaires, défense collective de leur nouveau territoire. Avec le temps, la possession de ces quartiers marginaux (appelés *pueblos jóvenes*) s'est consolidée, mais l'organisation collective s'est maintenue pour pallier l'inefficacité des pouvoirs publics en matière d'équipement urbain, tel que voirie, électricité, eau potable, marchés alimentaires et transports collectifs.

À partir des années soixante-dix, les attitudes des nouvelles générations de migrants se modifient. D'une part, les nouveaux arrivants sont accueillis dans des bidonvilles déjà consolidés et obtiennent souvent des emplois par l'intermédiaire des parents ou amis qui les ont précédés en ville. D'autre part, les motifs de la migration ont changé : c'est désormais au nom d'une « intégration nationale » prônée par l'État, autour de valeurs acquises à travers le système éducatif, que les jeunes migrants ont le sentiment de changer de statut social. Leur participation à la société urbaine dépend de leur capacité d'adaptation et d'intégration.

Dans ce contexte, apparaissent de nouvelles formes de sociabilité et d'organisation qui permettent de se loger et de travailler. Les conditions d'installation en ville (économiques, mais aussi sociales) impliquent nécessairement un « pont économique » entre le lieu d'origine et le nouveau lieu de résidence. Les échanges économiques (produits de l'agriculture et de l'élevage contre hébergement, appuis d'ordre administratif, voire cadeaux de produits manufacturés) s'accompagnent d'une continuité culturelle et d'une motivation plus tacite : celle de la possibilité toujours évoquée d'un retour au village. Ajoutons à cela que le système scolaire urbain absorbe une partie de plus en plus grande des jeunes ruraux et que la solidarité familiale, élargie aux alliés⁸, trouve ici l'occasion de s'exprimer dans l'accueil des écoliers.

Cependant, la guérilla des années quatre-vingt a apporté un nouveau motif aux migrations, tout en modifiant leur nature. Le seul espoir des migrants originaires des régions dévastées par la violence armée était de trouver un refuge provisoire en

8. Le *compadrazgo* est une parenté fictive qui s'acquiert avec le parrainage d'un baptême, d'une communion ou d'un mariage.

ville. Il s'agissait d'une situation d'urgence à laquelle les autorités nationales ne savaient comment faire face. Certains bidonvilles ont vu leur population doubler en peu de temps et des organisations par village se sont constituées. Mais l'intégration économique, sociale et politique des migrants d'origine rurale à Lima se produit-elle dans une continuité avec les valeurs socioculturelles andines ?

Les premières générations de migrants conservent un lien étroit avec leur village, y compris avec une intention de retour, tandis que les migrants de seconde génération le perdent [Maletta, 1978]. Nous avons même noté une tendance chez les jeunes à rechercher des alliances exogames, qui justifieront par la suite des retours de plus en plus rares. Parmi les jeunes scolarisés, certains retournent régulièrement dans leur communauté et apportent leur aide aux travaux agricoles, surtout pour les récoltes. Pour l'habitat comme pour l'emploi, les réseaux (famille élargie, voisins) jouent un rôle essentiel. Ce sont eux qui accueilleront les nouveaux venus et les aideront à trouver un logement et un travail en ville, parfois en les exploitant abusivement.

L'ancienneté du phénomène migratoire a conduit à une dispersion croissante des familles, selon leur niveau de réussite économique en ville. Les processus d'arrivée, et donc de prééminence, expliquent en grande partie l'isolement social de celles qui viennent du milieu rural. À défaut de pouvoir se mesurer à la société urbaine, les migrants se regroupent selon leur origine. Il n'est donc pas si surprenant que les associations de quartiers aient autant de succès. Elles dénotent une évolution de la solidarité familiale vers une solidarité de voisinage. En effet, à Lima comme dans les Andes, c'est le territoire et sa défense collective qui fondent l'identité du groupe. Cependant, l'attachement à la communauté d'origine demeure très prégnant. Nous avons donc affaire à un double lien social : celui qui rapproche le migrant de son environnement urbain dans un rapport quotidien, c'est-à-dire principalement son voisinage, et celui qui le relie culturellement à sa communauté d'origine.

La persistance d'un attachement aux communautés d'origine

L'étude des associations de migrants, de leurs origines au rôle qui leur est attribué actuellement, montre qu'elles se placent dans une continuité socioculturelle et économique entre la campagne et la ville.

Les modes de sociabilité des familles migrantes recréent et prolongent en ville la solidarité du groupe d'origine, mais aussi ses rapports de pouvoir. Parmi ces formes, nous retiendrons plus particulièrement les confréries religieuses et les « clubs provinciaux », ces derniers étant la version laïque des premières, déjà consacrées à l'organisation économique des fêtes religieuses du village ou du canton. Plus récemment, des associations laïques⁹ ont fait leur apparition en ville, dans le but de réunir les migrants autour de l'organisation de fêtes et de rencontres sportives. En reproduisant les activités sociales du village, on entretient la

9. En 1987, on enregistrait 7 000 « associations de provinciaux » ou « clubs de résidents » (sous-entendu de migrants d'origine d'un même village), soit davantage que le nombre de communautés recensées [J. Golte, N. Adams, 1987 : 67].

culture locale (costumes, danses, cuisine) et on réunit des fonds pour soutenir les travaux d'infrastructure dans la communauté d'origine. Le prestige rejaillira sur les donateurs et en particulier sur ceux qui, par leur profession, peuvent formuler des projets de développement au bénéfice de leur communauté d'origine et leur trouver des financements.

Ces différentes formes de contribution peuvent également être considérées comme un tribut que chacun doit à sa communauté pour en être toujours considéré comme membre. En effet, chaque chef de famille (*comunero*) doit respecter une série de droits et devoirs. En particulier, l'accès aux ressources de la communauté est conditionné par la participation aux travaux collectifs ou, à défaut, par le paiement d'une compensation monétaire. Si les perspectives de retour sont plus importantes dans l'imaginaire des migrants que dans la pratique, il n'en demeure pas moins que nombre d'entre eux cherchent à préserver leur droit d'exercer une activité agricole dans leur village, tout en résidant en ville.

Les « clubs de résidents » et les « clubs provinciaux » ont été créés depuis déjà plusieurs décennies par les familles migrantes les plus fortunées. La présidence de ces clubs leur permet d'exercer un pouvoir à la fois sur les migrants les plus pauvres et les nouveaux venus et sur leur communauté d'origine. Plus récemment, des clubs départementaux se sont également constitués. L'ensemble de ces associations représente certainement une puissance économique et politique qu'il ne faudrait pas sous-estimer à l'avenir¹⁰.

Il convient toutefois de relativiser l'importance des activités sociales liées aux associations provinciales : la participation effective de chacun, les activités programmées et les objectifs effectivement atteints sont bien plus réduits qu'il n'apparaît de l'extérieur [Golte, Adams, 1987]. Les enquêtes réalisées auprès des membres de l'association « Acercom¹¹ » et auprès de plusieurs migrants du Cañete, membres de différentes associations, montrent que l'appartenance à une association est conditionnée par deux facteurs : ce que l'on en attend et les qualités des individus qui sont à leur tête. En effet, plus une association est active, plus elle suscite de participation, mais les rivalités familiales liées au pouvoir dans une communauté resurgissent avec la même vigueur en ville. Les attentes des membres d'Acercom se portent principalement sur les bénéfices retirés par les résidents à Lima et, en second lieu, sur les possibilités d'appui à la communauté d'origine.

Sur le plan professionnel, chacun met en œuvre des stratégies d'insertion individuelles et individualistes. Parmi les trente-cinq familles membres de l'association Acercom, dont l'ancienneté à Lima varie entre quelques mois et vingt ans, on dénombre dix artisans dont cinq travaillent le cuir (deux sont cordonniers et trois fabricants de ceintures et de sacs). Tous les autres disposent individuellement de stands précaires sur des marchés pour la vente de fruits ou de légumes, de chaussures (importées), de vêtements, de sacs de voyage, etc. Parmi ces familles, dont certaines sont apparentées, aucune ne travaille en association avec d'autres ni ne commercialise les produits manufacturés des artisans et toutes se refusent à

10. Les dernières campagnes électorales se sont largement tournées vers les habitants des bidonvilles, davantage pour acheter des voix qu'à cause du soutien de groupes politiques organisés.

11. Acercom : association réunissant des familles originaires de la province d'Acomayo, dans le département de Cuzco.

regrouper leurs négoce, tout en sachant qu'en association, il serait plus facile d'acquérir, pour les commerçants, une échoppe dans un marché « légal » aménagé, pour les artisans, des machines plus performantes. Les membres de l'association ont opté pour une autre solution : un crédit rotatif financé par un organisme international qui alloue à chacun un prêt de 100 à 500 dollars US. Parallèlement, les intérêts (40 % qui équivalent au taux bancaire) devaient aider à financer un projet dans la communauté d'origine.

Les clubs provinciaux et les organisations de quartiers ont une utilité sociale et économique irremplaçable, si l'on considère la faiblesse de l'action étatique dans les domaines sociaux et économiques. En ville, devant les limites imposées à l'intégration des migrants et les carences des services publics (logement, infrastructures) et sociaux (sécurité sociale, allocations de chômage), divers niveaux d'organisation ont été mis en place par les populations intéressées : des comités ont été constitués pour pallier l'inefficacité des municipalités ; parallèlement, les campagnes se sont pourvues de nombreuses infrastructures par leur propre initiative. Les liens établis avec les centres de pouvoir urbains à travers les migrants ont fortement contribué à la mise en œuvre de programmes de développement dans les campagnes.

Face à la crise : la famille

Pendant la période d'hyperinflation, puis de récession qui a suivi pendant un an le Fujichoc, le fonctionnement des réseaux de solidarité entre les Andes et Lima a été interrompu en raison de la cherté des transports, qui s'ajoutait à une insécurité générale. Les entreprises n'assuraient plus qu'un faible volant d'emploi. Dans les districts défavorisés de Lima, la famille est apparue clairement comme un noyau d'activités économiques, exercées surtout dans les secteurs informels. La famille en milieu urbain et, parfois, des cellules qui lui sont internes, sont à l'origine de nouvelles manifestations de solidarité qui ont permis d'affronter la crise.

De 1987 à 1991, les secteurs informels ont envahi tous les quartiers de Lima, même les zones résidentielles. Cette extension s'est opérée dans de nombreuses branches économiques. C'est l'époque de la fabrication de multiples contrefaçons. Le marché monétaire, quant à lui, a été doublé par les changeurs de la rue, qui ont proliféré. Cette explosion des secteurs informels peut être interprétée comme une expansion de la sphère d'échange non marchand, appuyée sur la famille, avec des valeurs économiques fondées sur la coopération et l'entraide, et non sur la concurrence, ce qui s'explique par l'origine rurale de la majorité des acteurs. Il convient cependant de nuancer les résultats selon les échelles et les périodes considérées. En effet, on observe qu'avant le Fujichoc de 1990, la coopération interfamiliale était moins marquée que dans cette période d'urgence qu'ont caractérisée les mesures drastiques d'ajustement d'août 1990. Les familles installées à Lima de longue date ont progressivement capitalisé leurs micro-entreprises et développé des stratégies individuelles, tandis que celles qui se sont installées récemment (et *a fortiori* les migrants encore dépendants de leur famille d'accueil) étaient davantage disposées à coopérer et même à se regrouper pour bénéficier d'appuis extérieurs plus importants.

En 1990-1991, les réponses des groupes domestiques au Fujichoc dans la capitale ont varié selon les catégories économiques. Les catégories moyennes ont fait face à l'événement par une ponction sur leur épargne ainsi que par un système d'invitations payantes. Ces réunions dansantes permettaient d'obtenir un gain monétaire pour affronter des dépenses immédiates. Leur originalité tient dans le fait que la vente anticipée de cartons d'invitation finance la majeure partie des dépenses. Le travail fourni par les organisateurs est toujours considéré comme gratuit. Les catégories défavorisées, elles, ont réduit très fortement leur consommation alimentaire alors que femmes et enfants augmentaient leur activité dans les secteurs informels. Dans cette conjoncture, les familles, coupées de leurs attaches à l'intérieur du pays, ont suscité de nouvelles formes de solidarité. Pour les catégories les plus démunies, les mères d'un même quartier se sont regroupées en une « marmite commune ». Ainsi, le repas de midi, financé par la vente à bas prix des portions, préparé par rotation entre plusieurs femmes, était assuré au moindre coût. On a vu alors émerger une cellule interne au groupe domestique, formée d'une mère et de ses enfants. Ces pratiques témoignent de la résurgence de manifestations de solidarité rurale, mais réinterprétées dans un contexte urbain. Une conjoncture difficile a provoqué la formation d'une solidarité territoriale en ville, centrée sur la famille et qui s'est substituée aux communautés d'origine.

*

Des observations effectuées par des chercheurs de disciplines différentes, à des moments distincts, dans des lieux divers peuvent-elles déboucher sur une généralisation ? Pour tenter l'exercice, il faut prendre soin de séparer les mouvements de long terme, qui ont pris naissance avec la réforme agraire, des phénomènes liés à une conjoncture difficile entre 1987 et 1991. Il faut souligner, aussi, la spécificité de chaque terrain d'enquête.

Dans les Andes, l'amenuisement des solidarités territoriales relevé dans la région de Cuzco et dans la vallée du Cañete confirme une évolution qui marque les communautés paysannes depuis leur reconnaissance officielle en 1969. La tendance est à l'effacement d'un contrôle collectif sur les ressources et à l'affirmation de la famille restreinte comme niveau privilégié d'organisation des activités économiques. Une telle affirmation demande aussitôt à être nuancée. Ce mouvement long doit être différencié selon la distance de chaque vallée par rapport aux capitales régionales et nationale, selon les activités pratiquées, transcrites dans la pluralité ou le nombre restreint d'étages écologiques, selon le degré de pouvoir des autorités communales, selon les modalités de contrôle de la terre et de l'eau, selon la composition sociale de chaque village, etc. Il n'est ni linéaire, ni homogène. Dans certains cas, la constitution d'entreprises communales contrarie la tendance à la disparition d'un contrôle collectif mais, parfois, se produit au profit d'un groupe particulier. La crise de 1987 à 1991 a, de manière surprenante, plutôt réactivé les solidarités territoriales dans la région de Cuzco, où l'entraide entre familles a remplacé des relations de travail rémunérées en monnaie. De même, l'achat de certains biens d'équipement s'est opéré de façon collective, en raison de leur coût. Dans le Cañete, les comportements ont été moins dictés par des

motifs économiques que par la sécurité : des familles ont gagné Lima pour éviter la violence... En définitive, un mouvement lent d'affaiblissement des solidarités territoriales et d'affirmation des droits des familles restreintes est compensé, dans les Andes et en période de crise aiguë, par la réactivation de ces solidarités.

À Lima, le mouvement long se traduit par la formation d'une solidarité territoriale, fondée sur le quartier, le voisinage. Cette solidarité se combine à des réseaux qui relient chaque famille à la communauté d'origine selon plusieurs canaux : parenté consanguine ou rituelle, confréries, clubs et associations. La crise a momentanément rompu ces réseaux. La famille restreinte s'est alors révélée comme un nœud d'organisation des activités économiques, comme un substitut à l'entreprise qui n'assumait plus son rôle. Le développement des activités informelles traduit une expansion de la sphère d'échange non marchand, avec des logiques économiques fondées sur la coopération et non sur la concurrence. Dans cette période difficile, la famille est à l'origine d'initiatives pour instaurer de nouvelles solidarités, plus immédiates et à sa portée. Ces solutions sont élaborées à partir d'un modèle implicite, inspiré par les pratiques du milieu d'origine et réinterprété dans un contexte urbain.

- Deux mouvements de fond, l'un dans les Andes, l'autre dans la capitale, laissent entrevoir une famille qui s'affirme comme pôle d'organisation. Seule, elle a fait face à toutes les difficultés dues à une hyperinflation, à un ajustement et à une récession, sans aucun soutien d'un État dépourvu de ressources. Elle en est sortie ruinée, sans aucune épargne, sans capacité de résistance quand se sont déclarés les premiers cas de choléra. L'extension de l'épidémie en a été d'autant plus rapide. Cette expérience, dramatique, prouve combien il est utopique de croire que l'État peut se décharger d'une partie de ses attributions pour s'en remettre aux seules familles.

BIBLIOGRAPHIE

- ALFARO MORENO J. [1994], *Los gremios rurales. Rol de las organizaciones rurales en la década de los noventa*, Lima, fondation Friedrich-Ebert.
- BEY M. [1994], *Le Meilleur Héritage. Stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou*, Paris, ORSTOM, coll. « À travers champs », 204 p.
- BEY M. [1995], « La continuité entre villes et campagnes au Pérou : le rôle des associations urbaines », *Tiers Monde*, 36 (141) : 211-222.
- CASTILLO L. DEL [1992], « ¿Tienen futuro las comunidades campesinas ? », *Debate agrario*, 14 : 47-48.
- DEJO SOTO F. [1991], *El shock Agosto '90. Cuando los ajustes económicos causan más desajustes sociales*, Lima, Metric, 28 p.
- DOLLFUS O. [1988], « Le Pérou devient-il un chaos borné ? », *Problèmes d'Amérique latine*, 4874 : 109-122.
- GASTELLU J.-M. [1994], « Una respuesta al Fujishock : las invitaciones con pago en Lima », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 23 (2) : 297-315.
- GASTELLU J.-M. [1996], « Stagflation et expansion de la sphère non marchande au Pérou (1987-1990) », *Économies et Sociétés*, série P, 33 (1) : 41-52.
- GOLTE J., ADAMIS N. [1987], *Los caballos de Troya de los invasores. Estrategias campesinas en la conquista de la Gran Lima*, Lima, IEP, 242 p.
- GOMEZ GALARZA V. [1994], *Marché international, politiques macro-économiques et politiques agricoles au Pérou : 1950-1990*, thèse de doctorat, université de Montpellier-I, 272 p., annexes, miméo.

- HIBON A. [1981], « Recherche agronomique et sciences sociales dans les Andes péruviennes : un dialogue nécessaire », *Géodoc*, 21 : 82-97.
- KERVYN B. [1989], « Campesinos y acción colectiva : la organización del espacio en comunidades de la Sierra Sur del Perú », *Revista andina*, 7 (1) : 7-81.
- MALETTA H. [1978], « Perú, ¿ Pa's campesino ? Aspectos cuantitativos de su mundo rural », *Análisis*, 6 : 3-51.
- MARCOS J. [1994], « Disolución de comunidades campesinas y dinámica municipio-comunidad », *Debate agrario*, 19 : 87-109.
- MESCLIER E. [1991], *Les Paysans face au marché dans des situations d'instabilité. Étude comparative dans les Andes du Pérou*, thèse de doctorat, université de Paris-VII, 361 p.
- MESCLIER E. [1993], « Cuzco : Espacios campesinos en un contexto de inestabilidad económica y retracción del Estado », *Revista andina*, 11 (1) : 7-53.
- MORLON P. (éd.) [1992], *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales : Pérou, Bolivie*, Paris, INRA, 522 p.
- REYNA C., ZAPATA A. [1991], *Crónica sobre el cólera en el Perú*, Lima, DESCO, 136 p.
- SOTO H. DE [1986], *El otro sendero*, Lima, Instituto libertad y democracia, 318 p.